

Urbanisme

Réf. Lettre : ED/N202400380

Elisabeth Dislaire, Employé d'administration  
Tél. : 04/256.83.10  
ville@herstal.be

**Neonotaires**  
Notaires Associés  
Rue Hoyoux, 87  
4040 Herstal

Herstal, le 14 juin 2024

Messieurs,

**Objet : Code du Développement Territorial. Informations notariales requises en vertu de l'article D.IV.99. Bien sis Esplanade de la Paix 4/74 à 4040 Herstal.**  
**Vos références : 00-01-7103/001-TG/JMG.**

1° Certificat d'urbanisme n°1 joint à la présente.

2°

Le bien en cause n'a fait l'objet d'aucun permis de lotir – d'urbanisation.

Le bien en cause a fait l'objet du(des) permis d'urbanisme et du(des) permis uniques suivant(s):

- Permis d'urbanisme n°059/2014 relatif à la modification à la modification d'une station de télécommunication délivré le 27/06/2014 à la **SA Base Company** ;
- Permis d'urbanisme n°298/2004 relatif à la modification de la station relais pour réseau GSM existant délivré le 04/04/2006 à la **SA Mobistar** ;
- Permis d'urbanisme n°194/1998 relatif à l'implantation d'un site GSM délivré le 17/09/1998 à la **SA Mobistar** ;
- Permis d'urbanisme n°006/1996 relatif à la construction d'un abri pour citerne à mazout de 20.000 litres délivré le 02/04/1996 à Monsieur R.**Fraikin** ;
- Permis d'urbanisme n°145/1976 relatif à la construction d'un building (bloc 2) délivré le 15/10/1976 à la société **Amelinckx**.

Le bien en cause n'a pas fait l'objet d'un certificat d'urbanisme n°2 datant de moins de deux ans.

Le bien en cause n'a pas fait l'objet d'un certificat d'urbanisme n°1 datant de moins de deux ans.

3° Observation du Collège communal conformément à l'article D.IV.102 (division non soumise à permis d'urbanisme).

4° Selon les informations en notre possession le ou les cédants n'ont pas réalisé des actes et travaux constitutifs d'une infraction en vertu de l'article D.VII.1, §1<sup>er</sup>, 1°, 2° ou 7°.

Par ailleurs, le bien en cause :

- est actuellement raccordable à l'égout,
- est situé sur le territoire ou la partie du territoire communal où les règlements régionaux d'urbanisme suivants sont applicables :
  - sur les bâtisses, relatif à l'accessibilité et à l'usage des espaces et bâtiments ou parties de bâtiments ouverts au public ou à usage collectif par les personnes à mobilité réduite,
  - relatif aux enseignes et aux dispositifs de publicité,
  - relatif à l'isolation thermique et ventilation des bâtiments.

En application du règlement redevance du 17 octobre 2022, la présente donne lieu au paiement d'une redevance de 25,00 euros payable dans les 30 jours au compte n°BE08 0910 0042 5213 de la Directrice financière, en rappelant nos références (ED/N202400380).

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.



Pour le Collège communal,  
Par délégation,  
L'Architecte,

**Lisa Braconnier**

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Lisa Braconnier', is written over the printed name.



## Wallonie

Urbanisme

Réf. Lettre : ED/N202400380

Elisabeth Dislaire, Employé d'administration  
Tél. : 04/256.83.10  
ville@herstal.be

**Neonotaires**

Notaires Associés  
Rue Hoyoux, 87  
4040 Herstal

Herstal, le 14 juin 2024

Messieurs,

**Objet : Code du Développement Territorial. Annexe 16. Certificat d'urbanisme n°1.  
 Vos références : 00-01-7103/001-TG/JMG.**

Le bien en cause :

1° se trouve en zone d'habitat au plan de secteur de Liège adopté par Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 26 novembre 1987 (+ prescriptions applicables pour le bien reprises aux articles D.II.24 et suivants du Code selon la zone concernée).

2° est soumis, en tout ou en partie, pour des raisons de localisation, à l'application d'un guide régional d'urbanisme.

4° est situé en zone d'habitat urbain apte à l'urbanisation et dans le périmètre libellé « périmètre SDRU – ZIP/QI Marexhe rénovation à poursuivre au schéma de structure communal adopté par le Conseil communal en date du 28 novembre 2013, entré en vigueur en date du 20 avril 2014 et devenu schéma de développement communal suite à l'entrée en vigueur du Code.

5° n'est pas soumis au droit de préemption ou repris dans les limites d'un plan d'expropriation.

6°, a)

- n'est pas situé dans un périmètre de site à réaménager visé à l'article D.V.1 du Code,
- n'est pas situé dans un périmètre de revitalisation urbaine visé à l'article D.V.13 du Code,
- n'est pas situé dans un périmètre de rénovation urbaine visé à l'article D.V.14. du Code,
- n'est pas situé dans un périmètre de réhabilitation paysagère et environnementale, de remembrement urbain visés respectivement aux articles D.V.7, D.V.9 ou D.V.12 du Code.

6°, b) n'est pas inscrit sur la liste de sauvegarde visée à l'article 193 du Code wallon du patrimoine.

6°, c) n'est pas classé en application de l'article 196 du Code wallon du patrimoine.

6°, d) n'est pas situé dans une zone de protection visée à 209 du Code wallon du patrimoine.

6°, e) est localisé dans une zone figurant sur la carte du zonage archéologique ou dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visés à l'article 233 du Code wallon du patrimoine.

7°

- bénéficie – ne bénéficie pas d'un équipement d'épuration des eaux usées: nos services ne disposent pas de cette information,
- bénéficie d'un accès à une voirie équipée en eau, électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante, compte tenu de la situation des lieux.

8°

- n'est pas exposé à un risque d'accident majeur,
- n'est pas exposé à un risque naturel majeur,
- est exposé à une contrainte géotechnique majeure : la parcelle a une présence potentielle d'anciens puits de mines,
- n'est pas situé dans une réserve naturelle domaniale ou agréée, une réserve forestière ou dans un site Natura 2000,
- ne comporte pas une cavité souterraine d'intérêt scientifique ou une zone humide d'intérêt biologique,

au sens de l'article D.IV.57, 2° à 4°.

9° n'est pas repris dans le plan relatif à l'habitat permanent.

Les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols abrogé et remplacé par le décret sol du 1<sup>er</sup> mars 2018 sont les suivantes : le bien est repris à l'inventaire en code bleu lavande (parcelles concernées par des démarches de nature strictement indicative ne menant à aucune obligation).

Autres renseignements relatifs au bien :

- Parcelle est située à moins de 20 mètres d'un axe de ruissellement concentré ;
- Parcelle est traversée par un ouvrage de type regard de visite et par un égout de type d'écoulement gravitaire.

En application du règlement redevance du 17 octobre 2022, la présente donne lieu au paiement d'une redevance de 50,00 euros payable dans les 30 jours au compte n° BE08 0910 0042 5213 de la Directrice financière, en rappelant nos références (ED/N202400380).

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

#### **Observation**

**Les informations et prescriptions contenues dans le présent certificat d'urbanisme ne restent valables que pour autant que la situation de droit ou de fait du bien en cause ne soit pas modifiée.**



Pour le Collège communal,  
Par délégation,  
L'Architecte,

**Lisa Braconnier**